

Les facteurs-clés dynamisés

Infrastructures, gouvernance, capital humain et naturel, toutes les fondations de l'économie gabonaise font l'objet d'un investissement énergétique de la part du gouvernement.

Si l'économie gabonaise présente un visage aussi diversifié, c'est d'abord parce que, visionnaires, les plus hautes autorités du pays ont décidé, dès 2009, de s'investir dans la mise en place et la consolidation des fondamentaux de cette économie. Dans le Plan stratégique Gabon émergent, ces fondamentaux ont été signifiés à travers quatre domaines d'intervention, baptisés fondations de l'émergence du pays à l'horizon 2025 : il y a la gouvernance, les infrastructures, le capital humain, le capital naturel. Sept ans après, les résultats notables et probants obtenus dans chacun de ces domaines d'intervention, rendent justice aux efforts consentis par le gouvernement.

La gouvernance démocratique a été renforcée. Pour renforcer le dialogue national, l'esprit citoyen et un climat de paix sociale, des mesures importantes ont été prises. Le Conseil national de la démocratie (CND) a été réhabilité. Le

dialogue social a été renforcé, avec un nouveau Pacte social adopté en 2013, qui donne de nouveaux droits et garanties aux citoyens. D'autre part, le dispositif institutionnel a été renforcé. Les agences administratives d'exécution sont venues renforcer la capacité d'action de l'Etat dans les domaines stratégiques de son intervention. Les agences, après un temps d'adaptation pour bien clarifier le périmètre de leurs responsabilités avec leur administration centrale, ont permis de renforcer les capacités opérationnelles de l'Etat. L'administration a été convertie à la culture de la performance. Elle passe progressivement d'une logique de moyens à une logique de résultat.

S'agissant de la valorisation du capital humain, les efforts ont porté sur l'éducation, la formation professionnelle. De façon précise, le système éducatif se modernise et plus de jeunes ont accès à des bourses, qui ont été revalorisées.

Les Etats Généraux de 2010 ont permis de définir une nouvelle ambition pour l'Education au Gabon. Des capacités d'accueil des élèves ont été renforcées, avec la construction de 294 salles de classe, la réhabilitation de 554 salles de classe (16 lycées) et l'aménagement de 2 amphithéâtres (UOB et ENSET) de 1200 places. Le recrutement massif d'enseignants (6000 enseignants recrutés ou titularisés, soit +43% des effectifs de 2009) ; la réforme du système d'octroi des bourses qui s'est concrétisée par une très forte revalorisation de l'allocation (+ 24 milliards entre 2009 et 2015) et le doublement du nombre de boursier (30 330 en 2015 contre 15 825 en 2009), sont venus prolonger ces mesures.

AGEOS

S'agissant de la valorisation du patrimoine naturel, le Gabon s'est engagé dans une démarche cohérente et systématique de pré-

servation et de valorisation durable de son capital naturel avec notamment la mise en place d'un cadre juridique de référence pour assurer la protection de l'environnement et promouvoir le développement durable, le renforcement des moyens de l'Agence nationale des parcs nationaux...

Désormais, le Gabon se charge lui-même de la protection de ses écosystèmes et de la lutte contre les braconniers, renforçant ainsi sa souveraineté. La sanctuarisation du territoire est étendue aux parcs marins. Acquis majeur pour accélérer la protection de l'environnement : la mise en place de l'AGEOS, qui a bénéficié d'un investissement de 6 milliards FCFA et qui positionne le Gabon comme un acteur majeur en matière de surveillance environnementale.

L'ambition du PSGE, au plan des infrastructures notamment de transport, est de relier toutes les communautés humaines du Gabon et d'interconnecter les pôles éco-

nomiques par de grands corridors d'infrastructures. Et à cet égard, de nombreux progrès ont été réalisés. En 2009, le Gabon comptait 900 km de routes bitumées. Il en compte aujourd'hui 1572 km, soit une augmentation de 74%. L'ambition est de le doter de 2154 km de routes bitumées en 2020.

D'autre part, la production d'électricité est passée de 1652 KWh en 2009, à 2171 KWh en 2014. Le nombre d'abonnés est lui aussi passé de 216 320 en 2009, à 280 639 en 2014. Conséquence, le chiffre d'affaire de ce secteur a lui aussi crû de 108 milliards FCFA en 2009 à 164 milliards FCFA, soit une augmentation de l'ordre de 52%. L'accès à l'eau a lui aussi bénéficié de l'attention constante des pouvoirs publics. De 81 millions de m³ en 2009, la production est passée à 99 millions de m³, soit une augmentation de 22%. Le nombre d'abonnés est passé de 130 149 en 2009, à 164 567 en 2014. ■